

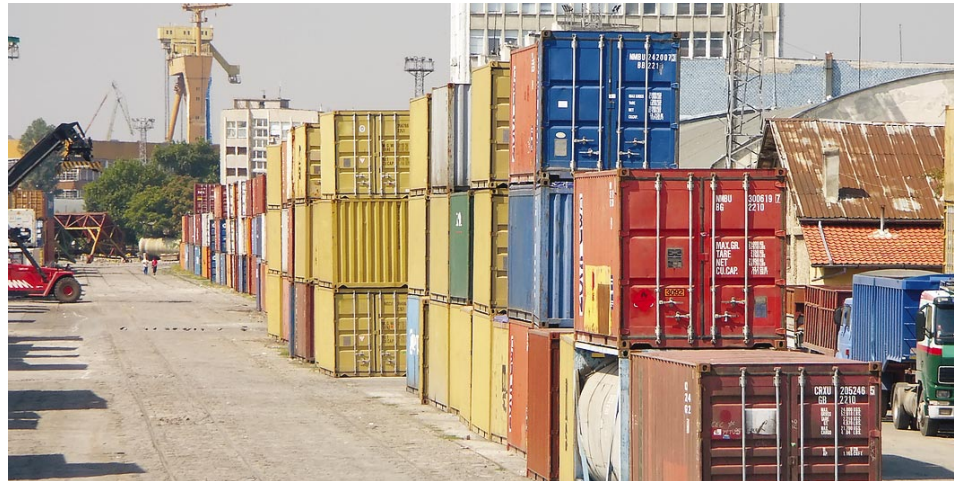
Changement climatique et mondialisation

La mondialisation est un aspect crucial du problème du changement climatique, mais très peu d'analystes sont enclins à la dénoncer. C'est comme l'arbre qui cache la forêt et dont personne ne veut parler.

La mondialisation et le libre-échange minent les efforts pour contrôler les émissions de GES à cause des pressions économiques qui sont mises en mouvement par la concurrence déréglementée. En cette ère de mondialisation, aucun pays ne peut espérer conserver une part équitable des investissements et des emplois dans cette bataille sans fin pour attirer l'industrie. Les pays ont de plus en plus faim d'emplois et d'investissements, et cette faim mine les efforts internationaux pour contrôler les émissions de GES.

Plus d'échanges = Plus d'émissions de GES

Quand les Canadiens et les Canadiennes choisissent d'acheter des produits étrangers plutôt que des produits canadiens lorsqu'ils ont besoin de vêtements, d'aliments, d'appareils électroménagers ou d'automobiles, non seulement notre économie perd-elle des emplois précieux, mais la distance que ces marchandises doivent parcourir est beaucoup plus grande – et leur « empreinte » carbonique augmente d'autant.



Songeon, par exemple, aux milliers de vraquiers qui transportent les marchandises à bon marché de la Chine et d'autres exportateurs à bas prix et qui utilisent les carburants les moins chers et les plus polluants (tel le fuel oil marin).

Ces navires commerciaux :

- produisent plus de CO₂ que le total moins 10 des pays industrialisés signataires de Kyoto;
- émettent plus d'anhydride sulfureux que tous les véhicules, camions et autobus de la planète;
- émettent le sixième de tout l'oxyde nitreux (N₂O) qui se retrouve dans l'atmosphère;

- feront augmenter les émissions de GES plus vite que toutes les sources terrestres d'émissions dans les années à venir.

Malheureusement, le transport maritime international n'a pas de « gouvernement » pour empêcher toutes ces conséquences néfastes.



Contre la mondialisation

Pour protéger l'environnement, il faudra contester directement les principes de la mondialisation, particulièrement du libre-échange. La responsabilité en incombe surtout aux gouvernements nationaux qui négocient et concluent les règles internationales sur les émissions de GES et les traités de libre-échange.

L'élaboration de stratégies « locales » de développement économique diminue le coût environnemental du transport des marchandises autour de la planète, en plus d'améliorer l'autosuffisance des

Les traités comme l'ALENA et le projet d'Accord général sur le commerce des services (AGCS) contribuent à l'érosion des normes environnementales et ouvrières parce que ces dernières sont considérées comme des obstacles au commerce et parce qu'elles donnent (souvent) lieu à des poursuites. Les droits environnementaux et ouvriers sont clairement mis de côté au bénéfice des profits des entreprises et de l'accélération des échanges mondiaux.

économies régionales et locales et de protéger l'intégrité des emplois.

Les stratégies de développement locales ne font pas que favoriser la durabilité : elles s'attaquent aussi aux fondements mêmes de la mondialisation.



Militantisme mondial et solidarité internationale

Notre engagement en matière d'action environnementale contre le changement climatique est un élément central de notre pratique du syndicalisme social, tout comme notre engagement en matière de justice sociale et de solidarité internationale. Dans les années qui viennent, donc, le militantisme environnemental devra être façonné par une meilleure compréhension des relations économiques mondiales, une critique plus pointue de la mondialisation et un engagement plus prononcé à soutenir le développement progressiste à travers le monde.

Le changement climatique ne fait que nous donner une raison de plus d'imposer des limites à la mondialisation ainsi qu'aux flux d'échanges et d'investissements qui ont miné notre sécurité économique ainsi que notre bien-être environnemental.

La mondialisation a produit les résultats suivants:

- Affaiblissement des normes environnementales mondiales
- Recours accru à l'énergie bon marché et polluante
- Répression des droits ouvriers et humains